



Comment a-t-on pu en arriver là ?

Cette question est sur toutes les lèvres, devant la pénurie de masques -- et autres protections sanitaires comme des sur - blouses, des sur - chaussures, des gants, des charlottes -- que connaît l'ensemble des structures soignantes et/ou accompagnantes, sans parler de la toute aussi grave pénurie de respirateurs pourtant indispensables à la réanimation en grand nombre de patients comme peut le générer n'importe quelle catastrophe d'importance.

Cette question est d'autant plus sur toutes les lèvres que, face aux déclarations et actions contradictoires du Gouvernement d'une semaine sur l'autre, voire d'un jour sur l'autre, a fortiori en termes guerriers et martiaux, à la manière d'un pilote de ligne censé être aux commandes de son avion mais sans disposer de plan de vol, le doute s'insère dans l'esprit de nos concitoyens quand ils font le lien entre le manque de masques ou de tests et les discours selon lequel les masques et les tests, hors pour le personnel soignant, ne servent à rien alors qu'à présent il est recommandé à tout le monde à présent de porter à tout le moins une écharpe sur le visage ou de fabriquer soi-même des masques en tissu !

Dans le même ordre d'idées, comment ne pas s'interroger sur la parole présidentielle quand Emmanuel Macron déclare qu'à l'avenir « *en matière de santé, il faudra sans doute faire plus et mieux* » ? Faut-il comprendre par là même que, certes, ce qui a été accompli est sans doute insuffisant mais que le cap fixé était le bon ? Ce alors que les choix faits en matière de santé depuis 30 ans ont conduit à la disparition de 69 000 lits hospitaliers, à la suppression de dizaines milliers de postes de soignants, à la désertification médicale, ou la perte de maîtrise en matière de production de médicaments ?

De ce point de vue, il est non seulement parfaitement normal mais aussi parfaitement sain pour la démocratie que les Parlementaires et les Partis politiques interrogent le Gouvernement sur ses décisions présentes et options à court et moyen terme, et que les Syndicats s'émeuvent des annonces gouvernementales concernant les droits des salariés, que ce soit en matière de perte de salaire, de déplafonnement des heures supplémentaires, ou de la réduction de leurs congés annuels, alors que dans le même temps, par exemple, le Gouvernement n'envisage même pas, ne serait-ce qu'à titre temporaire, la réactivation de l'impôt de solidarité que constituait l'impôt sur les grandes fortunes !

De la même façon, quoi de plus naturel que les représentants associatifs de personnes « handicapées » que nous sommes, s'interrogeant sur le double discours du Président de la République et du Gouvernement qui affirmaient en 2017 que « *le handicap est une priorité du quinquennat* », tout en se refusant depuis, d'améliorer les conditions réglementaires d'attribution des ressources des personnes dites handicapées, ou bien en laissant à la charge de ces personnes l'obligation de financer par elle-même en partie les aides techniques dont elles ont besoin pour gagner en autonomie, ou bien en déclamant urbi et orbi sur la notion de « *logements inclusifs* » alors qu'il vient de faire voter une loi conduisant à ce que 90 % des logements dits accessibles ne soient pas immédiatement habitables par des personnes en rupture d'autonomie sauf à s'engager dans des travaux multiples, longs et nécessairement onéreux, a fortiori sans garantie d'une prise en charge financière totale, quoi de plus naturel donc que les représentants associatifs que nous sommes puissions ne pas prendre pour argent comptant les propos présidentiels et gouvernementaux face à la pandémie actuelle ?

Et enfin, quoi de plus naturel que nous nous interrogeons sur la nature de cette société dite « inclusive » que le Gouvernement ne cesse de nous appeler à « co-construire » avec lui ?



En particulier pour des militants associatifs qui depuis plus de 50 ans ont analysé le « handicap », non comme un synonyme de « déficience » mais comme « un aspect spécifique découlant de problèmes beaucoup plus généraux » ? Ce que confirmera en 2002 l'OMS en édictant une nouvelle « définition du handicap » indiquant : « *L'état de fonctionnement et de handicap d'une personne est le résultat de l'interaction dynamique entre son problème de santé... et les facteurs contextuels qui comprennent à la fois des facteurs personnels et des facteurs environnementaux* » tandis que (et cela vaut pour tout le monde) : « *la santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas en une absence de maladie ou d'infirmité* », puis les Nations Unies en adoptant une Convention Internationale que la France a fini par ratifier et signer, mais que le Gouvernement actuel, comme certains de ses prédécesseurs, ne cesse de contourner tant elle remet en cause dans les faits (bien que ce n'était certainement pas son objectif premier ! Ni même dernier !) les options intrinsèques du néolibéralisme et ses désastreuses conséquences sociales !

Quoi de plus naturel en effet, que de se souvenir, vieille d'une vingtaine d'années déjà, de la « Déclaration de Madrid du Forum européen des personnes handicapées » qui insiste sur la nécessité d'abandonner « *l'idée préconçue de la déficience comme seule caractéristique de la personne... pour en venir à la nécessité d'éliminer les barrières, de réviser les normes sociales, politiques et culturelles, ainsi qu'à la promotion d'un environnement accessible et accueillant* », mais aussi « *l'idée préconçue d'actions économiques et sociales pour le petit nombre... pour en venir à la conception d'un monde pour tous.* » !

De fait, ce que nous voulons aborder ici, ce ne sont pas tant les questions portant sur les invraisemblables décisions prises en 2013 à propos de la liquidation du milliard de masques alors en stock au plan national, ou sur l'impréparation totale du Gouvernement et des autorités sanitaires face à cette pandémie, ou bien encore sur le fait de savoir si telle ou telle décision devait être prise en priorité par rapport à telle autre, que les questions portant sur la nécessité ou non « *de réviser les normes sociales, politiques et culturelles* » et d'**abandonner** ou non « *l'idée préconçue d'actions économiques et sociales pour le petit nombre... pour en venir à la conception d'un monde pour tous.* » !

Dans cet esprit, devant cette catastrophe dite « naturelle » (mais l'est-elle autant que cela ? Et la situation que nous vivons est-elle la conséquence « naturelle » de ce virus, ou la conséquence de notre modèle économique basé sur la seule logique du plus bas prix de production possible sans égard pour les conséquences sociales qu'elle induit -- d'où les délocalisations tous azimuts, y compris de produits de première nécessité sanitaire, et non seulement d'un produit fini mais parfois seulement d'un certain nombre de ses composants, à l'exemple d'une Renault composée de 4000 pièces fabriquées dans 30 pays différents ?), catastrophe précédant peut-être d'autres catastrophes à venir liées au dérèglement climatique en raison d'une division internationale du travail et d'une mondialisation débridée, il apparaît essentiel à tout le moins de réorienter totalement la politique de recherche et de santé du pays. Par exemple en procédant immédiatement au recrutement de personnels soignants et à la hausse notable des salaires à tous les échelons pour ces personnels via un nouveau Collectif budgétaire et, dans le cadre du Budget 2021, à la fin du système néolibéral de « la tarification à l'activité » dans les hôpitaux et à la relocalisation de la production des médicaments sur le territoire national. Comme d'ailleurs, compte tenu du dérèglement climatique, il s'agit d'élaborer à présent une totale planification écologique ; et pas seulement au plan sanitaire !

De même, au-delà du système de santé, ainsi que le déclare Emmanuel Macron comme une sorte d'aveu d'échec : « *Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner notre cadre de vie au fond a d'autres est une folie* », il importe non seulement d'abandonner les projets en cours de privatisation des services publics (le rail, par exemple) ou du patrimoine public à vocation vitale (les aéroports de Paris, par exemple), mais aussi de nationaliser les secteurs ou les entreprises vitales à l'intérêt général. Plus généralement, de reconsidérer



avec intérêt la politique des Plans initiés au sortir de la seconde guerre mondiale qui permit la modernisation industrielle du pays, l'innovation en matière aéronautique, et même l'accès à l'univers spatial en coopération avec quelques pays européens ! Et bien entendu, la création de la Sécurité Sociale que le Gouvernement actuel ne cesse d'affaiblir, à l'instar de ses prédécesseurs depuis la fin des années 70 !

De même, il importe qu'une réforme fiscale globale soit mise en œuvre au plus vite avec le double objectif de permettre à l'État de disposer des ressources financières nécessaires pour initier cette politique et de rééquilibrer le contrat contributif entre l'État et les citoyens, l'État et les entreprises, avec le souci d'instaurer une véritable justice sociale et fiscale entre les citoyens, mais aussi entre les entreprises elles-mêmes.

Et puisque chacun d'entre nous est confiné chez lui – nous nous adressons ici à tous les citoyens, et pas seulement aux citoyens dits handicapés, bien entendu –, pourquoi ne pas prendre du temps pour réfléchir à ce que nous voulons comme Société au sortir de ce repos forcé (dont la fin n'est vraisemblablement pas pour les jours à venir) ? Société nouvelle qui ne nous sera pas octroyée mais que tous les citoyens devront construire collectivement en imposant pour seul objectif : l'intérêt général de la population !

En effet, alors que nous sommes encore en pleine crise sanitaire, le Gouvernement commence déjà à songer à la sortie du confinement de la population ! Serait-ce pour préparer très bientôt la sortie de quelques vieilles formules éminemment politiques comme « Il va falloir se retrousser les manches ! » ou « Il faut savoir terminer... un repos forcé ! », et, enterrant par la même les discours présidentiels prospectifs sur les leçons à tirer de cette crise sanitaire, repartir au plus vite et sans barguigner sur les anciens schémas sociaux et politiques néolibéraux ? Certes, du point de vue sanitaire, la sortie du confinement ne sera vraisemblablement pas nationale mais régionale ou locale, ni vraisemblablement pas globale mais par secteur professionnel. Cela semble tout à fait logique.

Mais au plan social, qu'en sera-t-il ?

Quoi de plus naturel dès lors que les représentants politiques, syndicaux, et associatifs, interrogent le Gouvernement avec un grand souci de la précision et appellent les citoyens aujourd'hui « confinés » à réfléchir, élaborer, et exiger de leurs représentants un changement de paradigme dans le domaine social et politique ? N'est-ce pas d'ailleurs ce type d'interrogations que les citoyens formulent de plus en plus massivement dans toutes les émissions politiques et sociales que les médias consacrent à l'exaspération sociale et politique qui s'étend au fil des mois, notamment depuis le début de cette pandémie ?

C'est pourquoi, quel que soit le point de vue de chacun sur la sincérité, ou non, des interventions présidentielles ou gouvernementales quasi quotidiennes, cette période constitue, selon les militants dits handicapés que nous sommes et qui avons l'égalité et la justice sociale chevillées au corps, le moment ou jamais de réfléchir au fait de savoir et de décider collectivement s'il faut abandonner ou non « *l'idée préconçue d'actions économiques et sociales pour le petit nombre... pour en venir à la conception d'un monde pour tous.* » ! « Handicapés » ou non !